

EVÉNEMENT

Croissance: Le gouvernement prévoit moins de 2%

- Le réajustement imposé par la faible production céréalière
- La faiblesse de la croissance non agricole camoufle les progrès nés du plan Maroc Vert
- Un colloque sur le modèle de développement les 2 et 3 juin

LA mauvaise campagne céréalière va coûter au moins 1 point de croissance en 2016. Les prévisions seront ramenées en dessous de 2%, a indiqué Mohamed Boussaid, ministre de l'Economie et des Finances, lundi dernier à Rabat. La loi de Finances a été bâtie sur une hypothèse de 3%. Les chiffres définitifs qui seront dévoilés dans les prochaines semaines se rapprochent davantage des anticipations

de Bank Al-Maghrib, du HCP ou encore du Centre marocain de conjoncture qui avaient déjà intégré une récolte médiocre.

d'accord sur les réalisations. Qu'il y ait un écart entre les prévisions ne pose aucun problème. Le plus important est

faibli par l'accord multifibre, le secteur souffre aussi de la faible productivité et du manque d'innovation. Il faut espérer que les écosystèmes textiles mis en place récemment redonnent un nouveau souffle à cette industrie.

Traditionnellement portée par la consommation des ménages, la croissance se nourrit de plus en plus des performances des exportations. En 2014, elles y ont contribué pour 1,2 point, soit le même niveau que la demande intérieure. La transition vers le régime de change qui se profile est censée soutenir cette ascension de l'export. La gestion du taux de change peut redonner de la compétitivité aux exportateurs. Jusqu'ici, le Maroc s'était



Source: Ministère des Finances

La croissance a évolué en dents de scie au gré de la performance du PIB agricole. Malgré la diversification économique, le poids du secteur primaire reste déterminant. Le transfert progressif des moteurs de l'économie vers les industries à plus forte valeur ajoutée donne des résultats dans certains secteurs. Mais, globalement, le PIB non agricole ne décolle pas assez.

Quant aux divergences sur les prévisions économiques, Boussaid veut taire les polémiques: «Au moins nous sommes

de challenger les modèles utilisés». Les points de débat sont nombreux, comme la dépendance encore forte du secteur primaire malgré la diversification économique. En l'espace d'une année, nous avons battu deux records depuis le démarrage du plan Maroc Vert en 2008: la meilleure (115 millions de quintaux) et la

refusé à utiliser ce levier pour améliorer sa compétitivité extérieure. Aujourd'hui, l'abandon des subventions des produits pétroliers et le retour progressif à l'équilibre du cadre macroéconomique offrent un cadre favorable à l'assouplissement du régime de change. Encore faut-il investir davantage dans la recherche & dévelop-

Le Maroc réfléchit à son avenir à Skhirate

SUR la période 2000-2015, le Royaume a enregistré une croissance moyenne de 4,7%. Les cinq dernières années qui correspondent aussi au mandat du gouvernement actuel ont connu le rythme le plus faible (3,9% en moyenne). Ces résultats seront assurément exhibés lors de la campagne pour les législatives d'octobre 2016. En attendant, l'Association des membres de l'Inspection générale des Finances (AMIF) présidée par Faouzi Lakjaa, directeur du budget, réunira du 2 au 3 juin à Skhirate des personnalités marocaines et étrangères pour discuter du «modèle de développement pour l'entrée du Maroc dans le concert des pays émergents». Abdelilah Benkirane, chef du gouvernement, Mohamed Boussaid et plusieurs autres ministres, Miriem Bensalah, présidente de la CGEM, Abdellatif Jouahri, wali de Bank Al-Maghrib, Ahmed Lahlimi, haut commissaire au plan, des cadres du ministère des Finances, Mohamed El Kettani, PDG d'Attijariwafa bank, des experts de l'OCDE, de la Banque mondiale et du FMI animeront les débats durant les deux jours du colloque sponsorisé par la Caisse de dépôt et de gestion, Akwa Group, Holmarcom et Saham. En tout, 600 personnes sont attendues par les organisateurs. □

plus mauvaise campagne (33,5 millions de quintaux). Conséquence, la croissance du PIB va décrocher de près de 3 points par rapport à 2015. Certes, le Maroc a réduit la volatilité de la croissance agricole et cela est à mettre au crédit du plan Maroc Vert. Cependant, la faiblesse du rythme de progression des autres activités dissimule ces améliorations.

Le transfert progressif des moteurs de l'économie vers les industries à plus forte valeur ajoutée comme l'automobile ou encore l'aéronautique commence à donner des résultats avec une montée de ces branches dans les exportations. Mais à côté, les secteurs historiques tels que le textile et cuir peinent à se redresser. Af-

pement et l'amélioration de l'offre exportable pour profiter de ce levier.

Pour intégrer le club des Emergents, le Maroc a besoin d'une croissance soutenue et durable. Mais la quantité seule n'est pas porteuse de bonnes nouvelles si la croissance n'est pas inclusive. Le chômage touche 10% de la population active et massivement les jeunes en ville (41,5% des personnes de 15 à 24 ans). Leurs attentes peuvent se matérialiser par des mécontentements, ce qui constitue un facteur de risque important. □

F. Fa

Pour réagir à cet article:
courrier@leconomiste.com